

La Guadeloupe et les vieux démons de la France outre-mer

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 26 février 2009

La crise que traverse la Guadeloupe — et qui pourrait gagner d'autres parties de l'outre-mer français — ne peut être comprise sans prendre en compte quelques données fondamentales de l'économie de ces territoires.

Une économie qui demeure très spécifique même si l'on écarte les vieux schémas aujourd'hui dépassés : bien qu'exigu et de forte densité (à l'exception de la Guyane qui a au contraire une densité très faible mais qui rencontre des problèmes analogues), les DOM-TOM ne sont pas surpeuplés et leur natalité est aujourd'hui faible [1].

Une économie sous perfusion

Le revenu par tête y est très au-dessus de celui des autres îles des Caraïbes, de l'Océan indien, ou du Pacifique. Cela grâce à une aide importante de la métropole qui emprunte les canaux les plus divers : salaire des fonctionnaires (nombreux et rémunérés 40 % de plus qu'en métropole, avantage initialement consenti aux métropolitains expatriés puis étendu aux locaux), RMI, équilibre des caisses de Sécurité sociale, dotations aux collectivités locales – et de l'Europe qui subventionne les grands investissements. S'y ajoute l'attrait de la loi Pons pour les investissements privés défiscalisés, essentiellement immobiliers. Ces données fortes excluent, sauf vent de folie, toute idée d'indépendance.

Sans ces aides, la balance des paiements serait gravement déséquilibrée. Elles représentent environ 20 % du PIB mais, si l'on ne prend pas en compte les services locaux qui fonctionnent comme partout en circuit fermé, le taux serait d'au moins 80 %. En Guadeloupe, les exportations ne couvrent que 7 % des importations.

Cette situation que d'aucuns qualifient d'artificielle a plusieurs effets. Le premier est de tirer les salaires à la hausse par rapport aux pays indépendants de la zone ou aux pays du tiers-monde en général. Un tel différentiel se justifierait si l'économie antillaise, réunionnaise ou polynésienne était très hautement productive mais ce n'est pas le cas. Le second effet est qu'il est difficile de maintenir dans l'outre-mer français des activités économiques rentables en dehors de celles qui sont destinées au marché intérieur et sont donc à l'abri de la concurrence (commerce, services, construction, travaux publics), activités qui elles-mêmes s'effondreraient si la consommation n'était soutenue par les transferts de métropole. Les secteurs productifs susceptibles d'apporter des devises nettes : banane, sucre, rhum, sont en crise et menacés par la pression de l'OMC tendant à abolir les débouchés protégés dont ils disposaient en Europe.

C'est sur ces critères que l'on a longtemps opposé l'économie protégée de la Réunion avec celle de l'île Maurice laquelle, ne bénéficiant pas d'aide extérieure, a pu développer grâce à ses bas salaires, une industrie textile efficace (mais bien des petits États indépendants de la zone caraïbe, très pauvres, continuent de stagner : la Dominique a demandé une fois à devenir un DOM !). En tous les cas, rien de comparable au développement industriel de Maurice à espérer pour nos territoires. Reste le tourisme ; mais pour les mêmes raisons, le rapport qualité/prix y souffre de la comparaison avec certains pays voisins. La conséquence de tout cela est un taux de chômage élevé : 27 % de la population active en Guadeloupe (pour 8 % en métropole). Ces considérations expliquent la réticence du patronat local à accorder des augmentations de salaire, lesquelles, si elles n'étaient pas compensées par de nouveaux allègements de charges, aboutiraient à appauvrir encore le tissu économique local et donc à aggraver le chômage.

Un vrai problème de pouvoir d'achat

Malgré des salaires très au-dessus de leur environnement, les départements français ne rencontrent pas moins un réel problème de pouvoir d'achat. D'abord parce que, si les fonctionnaires perçoivent sensiblement plus qu'en métropole, les salariés du secteur privé sont au contraire moins bien rémunérés : 1000 € de moins pour le salaire médian. Inutile de les comparer aux habitants des pays indépendants qui les entourent : les

ultramarins français ont un mode de vie très différent du leur : les crédits à la consommation, les loyers élevés rendent, comme en métropole, les budgets familiaux inélastiques à la baisse.

Surtout le coût de la vie est très au-dessus de celui de la métropole, la différence variant d'un territoire à l'autre autour de 50 %.

À cette cherté de la vie, deux raisons. L'une est légitime : l'isolement rend pour beaucoup de produits, le coût d'approvisionnement élevé. L'autre ne l'est pas : l'économie de ces îles est encombrée de monopoles à l'importation extrêmement lucratifs qui, tout en tirant le coût de la vie à la hausse découragent la production locale. L'eau minérale importée d'Europe est, à la Réunion, moins chère que celle qui provient de sources locales ! Ces monopoles concernent notamment les transports aériens où les compagnies *low-cost* n'ont guère accès, l'énergie – où l'électricité et les hydrocarbures sont hors de prix. Ils peuvent porter des noms connus : Air France, EDF, Total, mais sont aussi le fait de grossistes appartenant le plus souvent à la minorité blanche et influents dans les allées du pouvoir métropolitain. À leur manière, certains syndicats, comme celui des dockers, font partie de ces monopoles abusifs. Les énergies douces (éoliennes, solaire) qui pourraient trouver dans l'outre-mer un terrain de prédilection ne sont guère encouragées.

Il est difficile de dire jusqu'à quel point ces monopoles sont liés à des pouvoirs locaux de plus en plus autonomes et proliférants. De manière absurde, les quatre départements d'outre-mer ont aussi le statut de région, disposant chacun de deux assemblées élues concurrentes [2] : un conseil régional et un conseil général dont les fonctionnaires, nombreux, s'ajoutent à ceux de l'État et des communes. La légèreté avec laquelle sont prises certaines décisions concernant l'outre-mer est inconcevable : l'an dernier, un poste de député et un poste de sénateur ont été attribués à l'île de Saint-Barthélemy (8500 habitants en majorité blancs) alors que la Guadeloupe voisine, en majorité noire, n'a que quatre députés et trois sénateurs pour 450 000 habitants — heureusement le Conseil d'État a atténué cette anomalie.

La décentralisation n'en a pas moins eu dans ces territoires les mêmes effets pervers qu'en métropole : émergence de féodalités locales, inflation des dépenses publiques, corruption, rétrécissement des horizons. Dans cette ambiance confinée, les entrepreneurs venus d'ailleurs trouvent difficilement des oreilles attentives quand la société locale ne conjugue pas ses efforts pour leur miner le terrain.

Les problèmes français exacerbés

En résumé, l'outre-mer connaît de manière exacerbée les problèmes qui sont aujourd'hui ceux de la France : la perte de compétitivité du fait d'une monnaie (l'euro, sauf dans le Pacifique) au cours trop élevé, inadaptée à leur niveau de productivité, la multiplication des féodalités publiques, l'hypertrophie de la fonction publique d'État et locale et en conséquence un taux de chômage élevé, que les aides sociales contribuent à entretenir tout en en atténuant les effets. S'ajoutent à cela les effets proprement spécifiques de l'isolement et des monopoles. Fonctionnaire local en charge du chômage [3], le chef du LKP, Elie Domota, se trouvait professionnellement au cœur des problèmes de l'outre-mer.

Il se peut que ces problèmes se soient trouvés exacerbés en Guadeloupe, longtemps tenue pour le parent pauvre des Antilles et où le taux de chômage est plus le plus élevé. De manière significative; la présence militaire de l'État y est plus faible (non que ces militaires aient une quelconque responsabilité en matière de maintien de l'ordre mais nos forces armées mises à contribution après le passage des cyclones ou autres catastrophe naturelles, constituent un lien avec la métropole).

La Martinique, qui dispose d'une élite significative, largement métissée, revendicative, particulièrement sensible à la mémoire coloniale mais cultivée, semble à ce jour plus stable.

La Guyane, moins peuplée et adossée à une immense forêt vierge, redynamisée par le centre spatial de Kourou connaît des problèmes spécifiques comme une immigration clandestine incontrôlée (que l'on retrouve à Mayotte).

La Réunion, la plus peuplée des régions d'outre-mer est aujourd'hui plus dynamique ; la diversité d'origine de sa population (au sein de laquelle des communautés asiatiques actives) en fait une société bigarrée aux explosions intermittentes mais sans lendemain.

L'économie de la Nouvelle Calédonie a été revivifiée récemment par le boom du nickel, facteur parmi d'autres d'un certain apaisement politique.

Quoique la Polynésie soit la moins peuplée de ces territoires, elle est seule entièrement peuplée d'autochtones. Liée au reste de la nation, comme la Nouvelle Calédonie, par un lien fédéral, ce pays d'outre-mer (POM) a une vie politique toujours chaotique. La fermeture du centre d'essais du Pacifique a clos les polémiques relatives aux essais nucléaires mais laissé un trou dans l'économie locale qu'aucun grand projet n'est venu combler. Au rebours de l'opinion commune, on devrait la considérer comme l'enjeu le plus important : grâce à elle, la France dispose de la première zone économique maritime du monde, à égalité avec les États-Unis.

Une dimension essentielle de la France

Malgré le caractère que l'on peut juger artificiel de l'économie de ces territoires, ils contribuent à faire de la France une puissance universelle par sa présence sur tous les océans du globe et par sa diversité ethnique ; ils sont le lieu d'une civilisation originale, appelée créole dans les Antilles et à la Réunion, dont témoigne une école littéraire pleine de vitalité, où les Martiniquais se distinguent. Ils représentent au total 2,5 millions d'habitants soit près de 4 % de la population française.

Les problèmes de l'outre-mer furent longtemps gérés, sinon réglés, par le biais de réseaux politiques suivis de près par les grands leaders nationaux. Après De Gaulle et Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac disposèrent de tels réseaux. À présent que la politique nationale n'a plus d'autre partenaire que les médias, au temps de la politique bling bling , l'outre-mer n'intéresse plus guère. Nicolas Sarkozy pâtit gravement de la disparition de ces réseaux dont sa légèreté est largement responsable.

Cette légèreté est à tous les niveaux. Est-il vrai que le malheureux Jégo a été nommé au ministère de l'Outre-mer, dont il ignorait tout, parce qu'il fallait le mettre quelque part ? Il est évidemment beaucoup plus difficile d'être préfet de la Guadeloupe que de la région Champagne-Ardenne. Si ce dernier est mauvais, personne ne s'en apercevra, tandis qu'un mauvais préfet de la Guadeloupe peut mettre l'île à feu et à sang. Or longtemps les ministères ont nommé dans l'outre-mer des fonctionnaires en début de carrière, inexpérimentés, une tendance en voie de correction, semble-t-il.

Le désintérêt croissant de la classe dirigeante française pour son outre-mer n'est pas la moindre cause du malaise qui s'y exprime aujourd'hui. La mondialisation où se délectent les élites parisiennes nourrit en fait leur égocentrisme et leur ignorance de ce qui constitue pourtant un facteur essentiel de dimension mondiale de la France.

On peut craindre que les remèdes apportés à la crise : un peu plus d'avantages sociaux, un peu plus d'autonomie des collectivités locales, terreau de féodalités dispenseuses, ne contribue à terme, comme ce fut presque toujours le cas dans le passé, à aggraver les maux de l'outre-mer. Un vrai retour de l'État par la nomination de représentants de haut niveau et un démantèlement énergique des monopoles abusifs serait plus approprié.

[1] A l'exception de Mayotte

[2] Cela résulte d'une décision du Conseil constitutionnel de 1983 qui a considéré de manière absurde que les deux échelons, départemental et régional, étaient un droit pour toute partie du territoire français.

[3] Il est directeur adjoint de l'agence locale de l'ANPE de Pointe-à-Pitre.

